



HAL
open science

Turkménistan

Julien Thorez

► **To cite this version:**

Julien Thorez. Turkménistan. Gildas Simon. Dictionnaire des migrations internationales - approche géohistorique, Armand Colin, pp. 661-663, 2015. hal-01484761

HAL Id: hal-01484761

<https://hal.science/hal-01484761>

Submitted on 7 Mar 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

J. Thorez, 2015, « Turkménistan », in G. Simon, *Dictionnaire des migrations internationales – approche géohistorique*, Paris, Armand Colin, pp. 661-663.

Turkménistan

Julien Thorez
Géographe
Chargé de recherche au CNRS
Mondes iranien et indien
julien.thorez@cnr.fr

Le Turkménistan est un pays d'Asie centrale, indépendant depuis la disparition de l'URSS en 1991. Bordé à l'ouest par la mer Caspienne, au sud par l'Iran et l'Afghanistan, au nord par l'Ouzbékistan et le Kazakhstan, il fut créé en tant que république socialiste soviétique en 1924, dans le cadre de la réforme territoriale qui vit la fondation en Asie centrale d'entités fondées sur une nationalité éponyme. Sa population évaluée à environ 5 millions d'habitants, réside essentiellement dans les oasis de piémont et de delta qui encadrent le désert du Kara-Kum. Le Turkménistan est un pays singulier dans l'espace centre-asiatique, du fait de sa trajectoire contemporaine. Si son histoire migratoire moderne et contemporaine présente des similitudes avec celles des voisins centre-asiatiques, en raison de leur passé tsariste et soviétique commun, la période postérieure à l'indépendance est marquée par des inflexions spécifiques, liées notamment à la persistance d'un contrôle de la mobilité exercé par un pouvoir politique autoritaire. L'intensité des migrations internationales reste donc modeste au Turkménistan, malgré l'émigration des populations russophones. La connaissance scientifique de cette question est pénalisée par un corpus de données très insatisfaisant, tant la production statistique turkménistanaise est un outil de communication au service du régime.

1. Immigration

1.1. La conquête impériale et l'implantation des Russophones en Transcaspiie puis au Turkménistan

La conquête par l'Empire russe des territoires occupés sur la rive orientale de la Caspienne par les tribus nomades turkmènes, célèbres pour effectuer des razzias régulières dans les régions septentrionales de l'Iran où elles capturaient des esclaves chiïtes, s'est déroulée dans la seconde moitié du XIX^e siècle, depuis le port – fort de Krasnovodsk qui fut fondé en 1869. À partir de cette date, l'avancée des troupes tsaristes vers le cœur de l'Asie centrale s'accompagna de l'édification d'une voie ferrée (1880-1891), conformément aux modèles classiques d'expansion coloniale, mais également de l'implantation de populations européennes, qui s'installèrent notamment dans les villes développées par l'administration impériale (Achabat, etc.). De ce fait, dès le recensement de 1897, les populations

russophones représentaient près de 10 % de la population de la province transcaspienne. Cette dynamique migratoire se prolongea au cours de la période soviétique. Le pays a ainsi connu à la fin du XIX^e et au XX^e siècles plusieurs séquences d'immigration conduisant à une croissance significative des effectifs des populations russophones, sans toutefois, que le Turkménistan ne devienne une destination importante pour les populations réprimées par le régime stalinien, ni que les Turkmènes ne deviennent minoritaires dans leur république nationale, contrairement aux Kirghizes ou aux Kazakhs. Au recensement de 1939, les Russes étaient 232 900 et représentaient 18 % de la population. Au maximum, les Russes ne furent que 349 000, au recensement de 1979, sur une population de 2,764 millions d'habitants (12 % de la population). Du fait des politiques de peuplement conduites par les autorités tsariste puis soviétique, la population des villes, comprenant des Russes, des Ukrainiens ou des Arméniens, était multiethnique à la fin de la période soviétique, à la différence des campagnes, restées centre-asiatiques. Mais ce flux d'immigration s'est ralenti à partir des années 1970 avant de se tarir dans les années 1990.

1.2. Une immigration de travail très limitée malgré l'importance des ressources en hydrocarbures

Après son indépendance, le pays a adopté une législation très contraignante sur la mobilité internationale des ressortissants étrangers comme de ses citoyens, rendant très difficile l'obtention d'une autorisation d'entrée ou de sortie du territoire, la délivrance d'une autorisation de migrer. La perestroïka avait pourtant vu les autorités soviétiques prendre des mesures afin de libéraliser les migrations internationales, après une longue période de stricte limitation de la mobilité. Les premières années de l'indépendance ont néanmoins vu l'arrivée d'environ 20 000 Turkmènes en provenance des pays post-soviétiques, cette migration témoignant l'attraction de la « patrie historique » dans le nouveau contexte géopolitique. Dominé par les figures autocratiques de S. Niazov, jusqu'en 2006, puis de G. Berdymukhamedov, l'État turkménistanais a suivi au cours des années 1990 et 2000 une voie de développement autocentrée, fondée sur l'exploitation d'importantes ressources en hydrocarbures – le Turkménistan posséderait les quatrièmes réserves mondiales de gaz - et concrétisée en 1995, sur le plan géopolitique, par la reconnaissance de son statut de « pays neutre » par l'ONU.

Les autorités nationales continuent d'assurer un rôle central dans le domaine économique, à travers des organes de planification et le contrôle des principales entreprises dans l'industrie, l'énergie ou le transport, malgré l'abandon de l'idéologie soviétique socialiste au profit d'une rhétorique nationale capitaliste. Dans les périmètres irrigués grâce aux canaux alimentés par l'Amou Daria, l'État a ainsi décidé renforcer la production de céréales, pour tendre vers l'autosuffisance alimentaire, au détriment de la production de coton. Mais les campagnes, où habite la moitié de la population, demeurent pauvres et sous-équipées. Elles contrastent avec la capitale, Achgabat, que les autorités reconfigurent au moyen d'investissements somptuaires financés par la rente gazière. Dans ce contexte, l'implantation d'entreprises étrangères, notamment dans le secteur du bâtiment (*Bouygues*), a eu pour corollaire la venue de travailleurs turcs, français ou indiens. Environ 10 000 Turcs et 2000 Indiens résideraient aujourd'hui au Turkménistan.

2. Emigration

2.1. Le départ progressif des Russophones écartés du système depuis l'indépendance

Après plusieurs décennies d'excédent migratoire, la dynamique s'inversa à la fin des années 1970, de sorte que les effectifs des populations russophones se réduisirent légèrement dans les années 1980. Cette perte d'attractivité fut commune à l'ensemble des républiques d'Asie centrale. La stagnation économique, les incertitudes sociales, l'indigénisation de la main d'oeuvre ont incité des Russophones, en particulier dans les jeunes générations, à migrer vers d'autres régions soviétiques. Puis le repli des populations russophones s'accrut après l'indépendance, dans un contexte de crise économique, d'affirmation nationale turkmène et de construction d'un régime politique autocratique. La reconnaissance de principe de double citoyenneté en 1993, qui aurait un peu freiné l'émigration des Russes, est supprimée en 2003, ce qui a au contraire consolidé la pression au départ, d'autant que les Russophones avaient été largement écartés des fonctions de direction et d'encadrement dès les premières années de la transformation post-soviétique. De 1990 à 2010, 199 300 migrants ont donc quitté le officiellement Turkménistan pour la Russie. Dans le même temps, les effectifs des Russes se sont fortement contractés : selon les estimations, entre 70 000 et 150 000 Russes résideraient aujourd'hui au Turkménistan, principalement dans la capitale Achgabat.

2.2. Une émigration de travail exceptionnellement modeste

Si l'émigration des populations turkmènes fut après l'indépendance dominée par les départs de citoyens fuyant la répression exercée par le régime de S. Niazov dit « Turkmenbachi » [le père des Turkmènes], l'allègement partiel de la loi sur la mobilité internationale survenu en 2007 a permis un léger essor des flux migratoires. Depuis la seconde moitié des années 2000, quelques dizaines de milliers de personnes seraient partis du Turkménistan vers la Russie ou le Kazakhstan, la Turquie, les Emirats Arabes Unis ou, plus rarement, de pays occidentaux. Pour contourner les contraintes de la loi sur l'émigration, la majorité d'entre elles partiraient officiellement pour un voyage touristique. Ce flux reste toutefois incomparable avec l'ampleur des migrations de travail caractérisant les autres pays de l'Asie centrale méridionale. De façon significative, les transferts de capital effectués officiellement par des personnes privées entre la Russie et le Turkménistan concernent des montants minimes : en 2011, seuls huit millions de dollars ont ainsi été envoyés au Turkménistan, tandis que les migrants ouzbékistanais, tadjikistanais et kirghizstanais transféraient plusieurs milliards de dollars vers leur pays d'origine. À cet égard, le contexte politique, économique et social concourt à donner au Turkménistan une place spécifique dans le système migratoire centre-asiatique.

Bibliographie

Laitin David (1998). *Identity in Formation, the Russian-speaking Population in the Near Abroad*. Ithaca-London, Cornell University Press, 417 p.

Laruelle Marlène Éd (2010), *Dynamiques migratoires et changements sociétaux en Asie centrale*. Paris, Pétra, 320 p.

Peyrouse Sébastien (2007), Les flux migratoires des Russes entre Asie centrale et Russie, *Espace, populations et sociétés*, p. 47-57. <http://eps.revues.org/1945>

Peyrouse Sébastien (2007), *Turkménistan – un destin aux confins des empires*, Paris, Belin – La documentation française, 184 p.

Vitkovská G.S. Éd. (1996), *Migraciâ ruskooâzyčnogo naseleniâ iz Central'noj Azii : pričiny, posledsvtiâ, perspektivy* [L'émigration des populations russophones d'Asie centrale : causes, conséquences, perspectives]. Moscou, Carnegie, 146 p.